



Deuxième Commission permanente
Développement durable,
financement et commerce

C-II/115/DR-am
10 octobre 2006

**LE ROLE DES PARLEMENTS DANS LE CONTROLE DES EFFORTS ACCOMPLIS POUR
ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT,
EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LE PROBLEME DE LA DETTE
ET L'ERADICATION DE LA PAUVRETE ET DE LA CORRUPTION**

Amendements à l'avant-projet de résolution révisé présentés dans les délais statutaires par les délégations de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de la Chine, de Cuba, de l'Egypte, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du Liban, du Maroc, de la Norvège, des Philippines, de la Roumanie, du Royaume-Uni, du Soudan, de la Suède, de la Suisse et du Venezuela

PREAMBULE

Alinéa 1

Modifier l'alinéa existant comme suit :

1) *rappelant* la Déclaration des Présidents de parlements nationaux intitulée "La vision parlementaire pour la coopération internationale à l'aube du troisième millénaire", adoptée le 1^{er} septembre 2000, et celle intitulée "Comblent le déficit démocratique dans les relations internationales : un plus grand rôle pour les parlements" adoptée le 9 septembre 2005, **qui appellent les parlements et leur organisation mondiale, l'Union interparlementaire, à donner une dimension parlementaire à la coopération internationale,**

(Philippines)

Alinéa 2

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) *rappelant en outre* la Déclaration du Millénaire en date du 8 septembre 2000, qui énonce huit objectifs, assortis de délais et de chiffres précis, connus sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et qui représentent des critères fixés d'un commun accord par la communauté internationale pour éliminer la pauvreté, ~~ainsi que les rapports sur le développement humain établis par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),~~ ainsi que le document final du Sommet mondial adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 15 septembre 2005,

(Chine)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) *rappelant en outre* la Déclaration du Millénaire en date du 8 septembre 2000, qui énonce huit objectifs, assortis de délais et de chiffres précis, connus sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et qui représentent des critères fixés d'un commun accord par la communauté internationale **en vue du partenariat mondial au service du développement** pour éliminer la pauvreté, ~~ainsi que les rapports sur le développement humain établis par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),~~ ainsi que le document final du Sommet mondial adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 15 septembre 2005,

(Inde)

Alinéa 3

Modifier l'alinéa existant comme suit :

3) *rappelant* les déclarations finales des conférences spécialisées des Nations Unies et notamment la Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey (Mexique) en 2002, **et** le Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002, ~~et la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés de Bruxelles (Belgique) en 2004,~~

(Inde)

Alinéa 4

Modifier l'alinéa existant comme suit :

4) [...] par la 88^{ème} Conférence interparlementaire (Stockholm, 1992) sur la nécessité d'apporter une solution radicale au problème de la dette du monde en développement, **par la 101^{ème} Conférence interparlementaire (Bruxelles, 1999) sur l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ),** [...],

(Philippines)

Alinéa 6

Modifier l'alinéa existant comme suit :

6) *vivement préoccupée* par le fait que **plus de** 1,2 milliard de personnes – soit **plus d'une** personne sur cinq dans le monde – survivent, avec moins d'un dollar ~~E.-U.~~ **américain** en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour, **en dessous du seuil international de pauvreté fixé à 1dollar par jour, et que plus de 50 pays, dont 35 pays africains, ont vu leurs indicateurs de pauvreté s'aggraver durant la dernière décennie,**

(Algérie)

Alinéa 7

Supprimer l'alinéa.

(Inde)

Alinéa 8

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *sachant* que paix, sécurité et développement sont interdépendants et se renforcent mutuellement, **il est indispensable que les parlements contribuent à réduire de manière drastique les dépenses militaires et à retirer tout appui législatif – partout dans le monde -**

aux exécutifs qui soutiennent quelque type d'agression que ce soit à l'encontre de ressortissants nationaux ou étrangers,

(Venezuela)

Alinéa 9

Modifier l'alinéa existant comme suit :

9) *sachant* que les parlements jouent un rôle crucial dans la promotion des huit OMD et qu'ils doivent ~~absolument~~ adopter la législation requise, **prendre part à la mise en place des politiques générales et en suivre la mise en œuvre, assurer le contrôle des activités du gouvernement à cet effet, demander à celui-ci des rapports sur le progrès enregistré dans la réalisation des OMD,** et approuver les crédits budgétaires appropriés,

(Egypte)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

9) *sachant* que les parlements jouent un rôle crucial dans la promotion des huit OMD et qu'ils doivent absolument adopter la législation requise et approuver les crédits budgétaires appropriés, **ainsi que vérifier l'application des lois et l'exécution du budget,**

(Japon)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

9) *sachant* que les parlements jouent un rôle crucial dans la promotion des huit OMD et qu'ils doivent absolument adopter la législation requise, ~~et~~ approuver les crédits budgétaires appropriés **et assurer un contrôle effectif de la mise en œuvre des politiques en rapport avec les OMD,**

(Roumanie)

Nouvel alinéa 9bis

Ajouter, après le neuvième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

9bis) *réitérant* que l'égalité entre les sexes et la promotion des femmes sont primordiales pour remplir les OMD,

(Roumanie)

Alinéa 10

Modifier l'alinéa existant comme suit :

10) ~~vivement préoccupée~~ par le fait que, en l'état actuel des choses, le financement des OMD, et donc leur mise en œuvre à l'horizon 2015, ~~ne sont pas risquent de ne pas être~~ assurés en dépit de certains progrès,

(Allemagne)

Nouvel alinéa 10bis

Ajouter, après le dixième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

10bis) *rappelant* le constat alarmant figurant aux rapports de la CNUCED, qui relève que, de par l'ordre économique établi, le continent le plus riche en ressources naturelles de la

planète est paradoxalement aussi le plus pauvre, l'Afrique continuant par le service de sa dette à opérer un transfert net et continu de ressources financières vers le nord,
(Algérie)

Alinéa 11

Modifier l'alinéa existant comme suit :

11) *constatant* que l'engagement de porter l'APD à 0,7 % du ~~PNB~~ **RNB** n'est toujours pas respecté par la plupart des pays, mais *notant* que plusieurs pays se sont engagés à y parvenir dans les 10 ans à venir,
(Chine)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

11) ~~constatant que~~ **soulignant la nécessité urgente d'honorer** l'engagement de porter l'APD à 0,7 % du PNB n'est toujours pas respecté par la plupart des pays, mais ~~notant que plusieurs pays se sont engagés à y parvenir dans les 10 ans à venir,~~ **comme préalable fondamental de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement,**
(Norvège)

Nouvel alinéa 11bis

Ajouter, après le onzième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

11bis) se réjouissant de l'annonce faite au Sommet de Gleneagles en juillet 2005 que l'APD à l'Afrique serait doublée dans les trois années suivantes,
(Japon)

Alinéa 12

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) ~~notant que, en dépit des~~ **même après les considérables** progrès bilatéraux, et **tout particulièrement** multilatéraux **réalisés** dans le cadre des institutions de Bretton Woods, ~~réalisés en matière d'annulation, d'allégement et de réaménagement de la dette,~~ **la réduction la charge de la dette et le maintien de l'endettement dans les pays en développement à un niveau supportable** ~~demeurent une contrainte majeure et un obstacle à la croissance économique et au développement humain~~ **une gageure dans de nombreux pays,**
(Allemagne)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) ~~notant que, en dépit des~~ **les** progrès bilatéraux, et multilatéraux dans le cadre des institutions de Bretton Woods, réalisés en matière d'annulation, d'allégement et de réaménagement de la dette, ~~la charge de la dette demeure une contrainte majeure et un obstacle à la croissance économique et au développement humain~~ **permettent une réduction importante de la charge de la dette et libèrent des ressources pour atteindre les OMD,**
(Suisse)

Nouvel alinéa 12bis

Ajouter, après le douzième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

12bis) *soulignant* à cet égard que l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de l'Afrique est d'autant une nécessité que le processus de globalisation des économies qui, depuis les années 1980, a entraîné nombre de régions du monde dans une remarquable dynamique de création de richesses n'a malheureusement que très peu profité à l'Afrique, ce continent n'assurant encore et en dépit de ses efforts que 1 % seulement du produit intérieur brut mondial et 2 % du commerce international, indicateurs qui sont de surcroît en net recul par rapport à ceux des années 1960,

(Algérie)

Ajouter, après le douzième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

12bis) *profondément consciente* que, du fait du service de la dette, la plupart des pays débiteurs sont privés de leurs maigres ressources, de même que d'économies durement réalisées et doivent sacrifier les crédits budgétaires prévus pour l'éducation, la santé, le logement et d'autres projets de développement,

(Indonésie)

Nouveaux alinéas 12bis et 12ter

Ajouter, après le douzième alinéa, deux nouveaux alinéas comme suit :

12bis) *convaincue* que les conditions pratiquées par la Banque mondiale et le FMI continueront à amoindrir, et non à renforcer, la capacité des pays pauvres à lutter contre la pauvreté et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement arrêtés au plan international,

12ter) *convaincue* que la vie d'un milliard de personnes pourrait être améliorée dans les dix ans à venir si les pays développés réformaient leurs politiques en matière de commerce, de migrations et d'investissement, et que la généralisation de la prospérité serait dans l'intérêt de tous les pays,

(Cuba)

Alinéa 13

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) *convaincue* que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne ~~portera ses~~ **ne porteront leurs** fruits que si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et éradiquent la corruption,

(Algérie)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) *convaincue* que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne portera ses fruits que **s'il y a adhésion des pays bénéficiaires et respect absolu de leur stratégie de développement** ~~promouvent la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et éradiquent la corruption,~~

(Chine)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) ~~convaincue que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne portera ses fruits que si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et éradiquent~~ **combattent** la corruption **cela optimisera le profit que ces pays peuvent tirer des aides internationales au développement et de l'annulation de la dette,**

(Egypte)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) ~~convaincue que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne portera ses fruits que si les pays bénéficiaires promeuvent~~ **de la nécessité de promouvoir** la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et ~~éradiquent~~ **d'éradiquer** la corruption **dans chaque pays et au niveau international,**

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) ~~convaincue que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne portera ses fruits que si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et éradiquent~~ la corruption, **et mettent en œuvre des stratégies soutenables de développement économique,**

(Suisse)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) ~~convaincue que l'augmentation de l'aide financière au développement et l'annulation de la dette ne portera ses fruits que si les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les principes de bonne gouvernance, et éradiquent~~ la corruption, **de même qu'il est nécessaire de dépasser la conception libérale de la démocratie représentative et d'avancer dans l'élaboration et l'adoption d'un modèle de démocratie participative, car l'élimination de la pauvreté exige une participation active des citoyens, comme condition nécessaire de la liberté et de la justice. La démocratie représentative traditionnelle qui se réduit à des compétitions électorales, à une course au pouvoir, dans laquelle les citoyens ont pour seul rôle de choisir parmi différentes élites, ne garantit pas une implication suffisante de la population dans la détermination de son avenir,**

(Venezuela)

Nouvel alinéa 13bis

Ajouter, après le treizième alinéa, un nouvel alinéa comme suit :

13bis) reconnaissant que les solutions à la crise de la dette ne sauraient être réduites au seul effet combiné de la bonne gouvernance dans cette acception qu'on lui prête en tant que critère de gestion rationnelle des ressources, de l'ajustement structurel et des conditionnalités de réformes macroéconomiques,

(Algérie)

Nouveaux alinéas 13bis et 13ter

Ajouter, après le treizième alinéa, deux nouveaux alinéas comme suit :

13bis) consciente que la corruption touche plus durement les pauvres dans la mesure où elle les prive de ressources financières qui pourraient dans d'autres circonstances être utilisées pour renforcer leur accès à la santé et à l'éducation,

13ter) convaincue qu'aucun programme d'atténuation de la pauvreté mis en place par un pays ne suffit vraiment pour lutter contre les causes de la pauvreté s'il n'est pas complété par un programme global de lutte contre la corruption et par une détermination politique forte des dirigeants nationaux,

(Philippines)

Alinéa 14

Modifier l'alinéa existant comme suit :

14) *soulignant* qu'il importe de ~~faire de la~~ lutter contre la corruption ~~une priorité à tous les niveaux~~ et d'adopter des politiques mettant l'accent ~~sur l'obligation de rendre compte,~~ sur la gestion transparente du secteur public et la responsabilité et la transparence des entreprises, y compris les initiatives visant à restituer les avoirs détournés par la corruption, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption,

(Chine)

Alinéa 15

Supprimer l'alinéa.

(Venezuela)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

15) *convaincue* que la mondialisation **fondée sur des principes sains et l'intégrité morale** est à la fois source de possibilités et de défis pour tous les pays et qu'elle a une incidence sur la vie quotidienne des gens,

(Afrique du Sud)

Alinéa 16

Modifier l'alinéa existant comme suit :

16) *notant* qu'un grand nombre de pays en développement ~~sont de plus en plus exclus des~~ **ont du mal à prendre part aux** flux commerciaux et ~~des aux~~ flux de capitaux internationaux, avec la pauvreté qui s'ensuit,

(Allemagne)

Modifier l'alinéa existant comme suit:

16) *notant* qu'un grand nombre de pays en développement sont de ~~plus en plus exclus~~ **moins en moins en mesure de tirer parti** des flux commerciaux et des flux de capitaux internationaux, avec la pauvreté qui s'ensuit,

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

16) *notant* qu'un grand nombre de pays en développement sont ~~de plus en plus~~ **toujours** exclus des flux commerciaux et des flux de capitaux internationaux, avec la pauvreté qui s'ensuit,

(Royaume-Uni)

Alinéa 17

Supprimer l'alinéa.

(Venezuela)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

17) ~~*notant l'importance d'une conclusion fructueuse du*~~ **les espérances que les pays en développement fondent sur le** Cycle de Doha de négociations commerciales multilatérales pour les perspectives de développement des pays en développement ainsi que l'utilité d'un financement extérieur, dit "aide pour le commerce", afin d'aider ces pays à renforcer leurs capacités à prendre part au commerce mondial,

(Egypte)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

17) *notant* l'importance d'une conclusion fructueuse du Cycle de Doha de négociations commerciales multilatérales pour les perspectives de développement des pays en développement ainsi que l'utilité d'un financement extérieur, dit "aide pour le commerce", afin d'aider ces pays à renforcer leurs capacités à prendre part **activement** au commerce mondial,

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

17) *notant* l'importance ~~d'une conclusion fructueuse du~~ **des résultats désastreux de l'échec du** Cycle de Doha de négociations commerciales multilatérales pour les perspectives de développement des pays en développement ainsi que ~~l'utilité d'un~~ **le risque qu'un** financement extérieur, dit "aide pour le commerce", ~~afin d'aider ces pays à renforcer leurs capacités~~ **ne compromette la capacité de ces pays** à prendre part au commerce mondial,

(Afrique du Sud)

Nouveaux alinéas 17bis et 17ter

Ajouter, après le dix-septième alinéa, deux nouveaux alinéas comme suit :

17bis) prenant note du commerce mondial déloyal et faussé qui fait l'objet de pratiques peu scrupuleuses et de relations commerciales d'exploitation ainsi que de la menace qu'il représente pour la réalisation des OMD,

17ter) convaincue que les OMD étant essentiellement axés sur la réduction de la pauvreté, il faut les considérer comme faisant partie d'un projet global de développement à l'échelle mondiale centré sur l'éradication de la pauvreté,

(Afrique du Sud)

Alinéa 18

Modifier l'alinéa existant comme suit :

18) *constatant* que l'actuel système international d'échanges et d'investissements est faussé ~~dans de nombreux secteurs au profit des pays développés et pose des problèmes à de nombreux pays en développement,~~ **et que les injustices systémiques des systèmes financiers, monétaires et commerciaux internationaux ont un impact défavorable sur les perspectives de développement des pays en développement,**

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

18) *constatant* que l'actuel système international d'échanges et d'investissements **est déséquilibré est faussé** dans de nombreux secteurs ~~au profit des pays développés~~ et pose des problèmes à de nombreux pays en développement,

(Japon)

DISPOSITIF

Paragraphe 1

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. *prie instamment* les parlements des pays qui ont approuvé la Déclaration du Millénaire et qui sont Membres de l'UIP de promouvoir la réalisation des OMD dans ces pays en allouant dans le budget national des fonds aux programmes mis en œuvre à cette fin, **de prendre part à la mise en place des politiques générales et d'en surveiller la mise en œuvre, aussi bien que d'introduire les amendements législatifs nécessaires à cette fin ;**

(Egypte)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. *prie ~~instamment~~* les parlements des pays qui ont approuvé la Déclaration du Millénaire et qui sont Membres de l'UIP de promouvoir la réalisation des OMD dans ces pays en allouant dans le budget national des fonds aux programmes mis en œuvre à cette fin;

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. *prie instamment* les parlements des pays qui ont approuvé la Déclaration du Millénaire et qui sont Membres de l'UIP de promouvoir la réalisation des OMD dans ces pays en allouant dans le budget national des fonds aux programmes **visant mis en œuvre** à cette fin;

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. *prie instamment* les parlements des pays qui ont approuvé la Déclaration du Millénaire et qui sont Membres de l'UIP de promouvoir la réalisation des OMD dans ces pays **en contribuant à les transposer dans des politiques et des programmes spécifiques,** en ~~allouant~~ **prévoyant** dans le budget national des fonds **suffisants aux**

~~programmes mis en œuvre à cette fin~~ **et en utilisant le contrôle parlementaire pour surveiller l'exécution des engagements concernant les OMD ;**

(Roumanie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. *prie instamment* les parlements des pays qui ont approuvé la Déclaration du Millénaire et qui sont Membres de l'UIP de promouvoir la réalisation des OMD dans ces pays en **prévoyant des fonds appropriés dans les budgets provinciaux et nationaux pour les** ~~allouant dans le budget national des fonds aux~~ programmes mis en œuvre à cette fin;

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 1bis

Ajouter, après le paragraphe 1, un nouveau paragraphe comme suit :

- 1bis. **encourage** les parlements des pays en développement à affecter des crédits suffisants à la mise en place de "filets de sécurité", s'il y a lieu, pour atténuer l'impact de la mondialisation sur les secteurs lésés de l'économie, suite à l'entrée de pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce et à s'assurer que ces crédits sont bien utilisés pour le but auquel ils ont été affectés;

(Philippines)

Ajouter, après le paragraphe 1, un nouveau paragraphe comme suit :

- 1bis. **invite** les parlements à promouvoir des mécanismes propres à assurer la cohérence des politiques définies autour des OMD au niveau national;

(Roumanie)

Paragraphe 2

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. *prie instamment* les parlements des pays développés d'exiger de leur gouvernement qu'il honore son engagement d'allouer 0,7 % de son ~~PNB~~ **RNB** à l'APD, comme la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey le demandent;

(Chine)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. *prie instamment* les parlements des pays développés ~~à exiger de~~ **d'obliger** leur gouvernement ~~qu'il honore~~ **à honorer** son engagement d'allouer 0,7 % de son PNB à l'APD, comme la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey le demandent;

(Soudan)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. *prie instamment* les parlements des pays développés d'exiger de leur gouvernement qu'il honore son engagement d'allouer 0,7 % de son PNB à l'APD, comme la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey le demandent, **et encourage**

les pays donateurs à fournir des efforts pour parvenir à un niveau d'annulation de la dette nettement supérieur aux 0,7 % du PNB fixés par l'ONU;

(Suède)

Paragraphe 3

Modifier le paragraphe existant comme suit :

3. *incite* les parlements des pays en développement à veiller à ce que le gouvernement mobilise les ressources nécessaires au développement, ~~lutte contre la corruption, poursuive la réforme des institutions,~~ adopte des politiques économiques et sociales propres à stimuler une croissance **durable**, établisse des stratégies nationales qui recentrent les politiques sur les OMD, **en poursuivant la réforme de leurs institutions et promouvant** la démocratie et les droits de l'homme, et se conforme aux principes de la bonne gouvernance **et lutte contre la corruption** ;

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

3. *incite* les parlements des pays en développement à veiller à ce que le gouvernement mobilise les ressources nécessaires au développement, lutte contre la corruption, poursuive la réforme des institutions, adopte des politiques économiques et sociales propres à stimuler la croissance, établisse des stratégies nationales qui recentrent les politiques sur **la réalisation des** OMD, promeuve la démocratie et les droits de l'homme, et se conforme aux principes de la bonne gouvernance;

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

3. *incite* les parlements des pays en développement à veiller à ce que le gouvernement mobilise les ressources nécessaires au développement, lutte contre la corruption **et ses causes**, poursuive la réforme des institutions, adopte des politiques économiques et sociales propres à stimuler la croissance, établisse des stratégies nationales qui recentrent les politiques sur les OMD, promeuve la démocratie et les droits de l'homme, et se conforme aux principes de la bonne gouvernance;

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 3bis

Ajouter, après le paragraphe 3, un nouveau paragraphe comme suit :

- 3bis. encourage** les parlements des pays en développement à veiller à ce que les conditions appliquées par les institutions financières internationales privilégient les considérations fiduciaires fondamentales qui renforcent la capacité des citoyens des pays en développement à demander des comptes à leurs gouvernements, et non la capacité de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à demander des comptes aux pays en développement;

(Cuba)

Ajouter, après le paragraphe 3, un nouveau paragraphe comme suit :

- 3bis. appelle** les Etats à renforcer leurs capacités nationales en matière de statistiques, à améliorer les systèmes statistiques et à contribuer à l'institutionnalisation d'une méthode uniforme et plus précise pour mesurer les résultats et les buts atteints

en ce qui concerne les OMD, notamment en matière de développement et d'éradication de la pauvreté;

(Philippines)

Ajouter, après le paragraphe 3, un nouveau paragraphe comme suit :

3bis. *préconise* que les gouvernements nationaux et les mécanismes d'intégration régionaux définissent des Objectifs du Millénaire pour le développement complémentaires ou additionnels pour chaque pays ou groupe de pays, par exemple, des Objectifs du Millénaire pour l'Afrique, pour l'Amérique latine (avec un contenu et des délais différents);

(Venezuela)

Nouveaux paragraphes 3bis, 3ter et 3quater

Ajouter, après le paragraphe 3, trois nouveaux paragraphes comme suit :

3bis. *appelle* les parlements à favoriser l'accroissement des investissements directs dans les pays en développement, notamment des investissements étrangers, tout en s'assurant que des mesures sont prises pour créer un environnement sain, propre à attirer l'investissement;

3ter. *invite* les parlements à soutenir les actions destinées à encourager le recours à des sources additionnelles et novatrices pour financer le développement;

3quater. *prie instamment* les parlements de faciliter et de surveiller, dans leurs pays respectifs, la mise en œuvre des buts et objectifs convenus au niveau international en matière d'égalité entre les sexes et de promotion de la femme et *recommande* à cette fin la création, au besoin, d'organes parlementaires spécialisés dans les questions de parité hommes-femmes;

(Roumanie)

Paragraphe 4

Remplacer le paragraphe existant par le texte suivant :

4. *incite* les parlements nationaux à exercer un rôle plus actif dans le suivi de la mise en œuvre des OMD, et à engager leurs gouvernements respectifs à leur présenter des rapports périodiques – comme ceux qu'ils présentent à l'ONU et ses Organisations concernées – sur le progrès réalisé à cet effet;

(Egypte)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

4. *demande instamment* aux gouvernements ~~des pays développés~~ et des pays en développement de présenter des rapports annuels nationaux et régionaux sur l'application et la mise en œuvre de ces stratégies au parlement;

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

4. *demande instamment* aux gouvernements des pays développés et des pays en développement de présenter des rapports annuels nationaux ~~et régionaux~~ sur l'application et la mise en œuvre de ces stratégies au parlement;

(Inde)

Paragraphe 5

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. *encourage* les parlements **des pays en développement** à participer à l'élaboration des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) au sein des groupes de travail ad hoc;

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. *encourage* les parlements à participer à l'élaboration ~~des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) au sein des groupes de travail ad hoc~~ **de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté mis au point et validés au niveau national**;

(Inde)

Nouveau paragraphe 5bis

Ajouter, après le paragraphe 5, un nouveau paragraphe comme suit :

- 5bis. *encourage* les parlements à honorer l'engagement clairement défini en 1985 au Sommet mondial sur le développement social de surmonter les inégalités;**

(Cuba)

Ajouter, après le paragraphe 5, un nouveau paragraphe comme suit :

- 5bis. *recommande* que les donateurs investissent dans les programmes de renforcement des capacités des parlements des pays bénéficiaires en rapport avec les DSRP, comme moyen d'accroître l'efficacité de l'aide;**

(Roumanie)

Paragraphe 6

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. *suggère* la mise en place de commissions spécialisées ou de groupes de travail internes aux commissions pour suivre et contrôler l'action des exécutifs dans le domaine des CSLP, **et ce en coordination avec l'ONU et ses agences spécialisées intéressées, particulièrement le PNUD, de même qu'avec les instances nationales concernées;**

(Egypte)

Modifier le paragraphe existant comme suit:

6. *suggère* la mise en place **dans les pays en développement** de commissions spécialisées ou de groupes de travail internes aux commissions pour suivre et contrôler l'action des exécutifs dans le domaine des CSLP;

(Allemagne)

Nouveaux paragraphes 6bis et 6ter

Ajouter, après le paragraphe 6, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 6bis.** *propose* la création de commissions spéciales, ou de groupes de travail au sein des commissions, ayant pour mission d'étudier et de proposer des programmes sociaux cohérents conformes aux intérêts nationaux et aux cadres stratégiques de réduction de la pauvreté;
- 6ter.** *recommande* que des politiques de lutte contre la pauvreté, et les textes budgétaires s'y rapportant, soient élaborés et présentés de manière à dresser un bilan des résultats obtenus et à mettre en évidence la réalisation des OMD;
- (Cuba)*

Nouveaux paragraphes 6bis, 6ter, 6quater, 6quinquies, 6sexies et 6septies

Ajouter, après le paragraphe 6, six nouveaux paragraphes comme suit :

- 6bis.** Pour une meilleure efficacité de l'attribution de l'aide au développement, il est nécessaire d'aligner l'aide sur les stratégies nationales du pays receveur et l'harmoniser entre les donateurs, afin d'éviter les doubles emplois et la surcharge administrative;
- 6ter.** Du côté des pays bénéficiaires de l'aide au développement, il est impératif d'appliquer le principe majeur de l'appropriation des programmes, à savoir la prise en main des politiques d'aide par les pays eux-mêmes en l'intégrant dans le cadre plus vaste de leurs politiques économiques et sociales;
- 6quater.** Négocier avec les pays riches en vue de supprimer les subventions à l'agriculture et à démanteler les barrières tarifaires et non tarifaires afin de favoriser les exportations des pays les moins avancés (PMA) et d'accorder une aide directe pour la réalisation des projets d'équipement transfrontaliers sur le continent africain en particulier;
- 6quinquies.** Œuvrer pour la réforme du système de l'aide publique au développement à travers un meilleur ciblage et une meilleure gestion et orientation vers les investissements dans la création de capacités à long terme (infrastructures et capital humain) et le soutien institutionnel à la bonne gouvernance;
- 6sexies.** Dynamiser la coordination régionale pour résoudre certains problèmes comme la désertification, les changements climatiques et le financement des grands projets publics. Une attention particulière devrait être portée à la science et la technologie au niveau mondial pour les opportunités qu'elles apportent aux pays pauvres;
- 6septies.** Inviter la communauté internationale, les gouvernements et les parlements nationaux africains à entreprendre les actions nécessaires aux niveaux international, national, régional ou local pour la prévention et le règlement pacifique des conflits, ainsi que pour la préservation de la paix et de la sécurité dans les pays africains, préalables à tout développement humain;

(Maroc)

Paragraphe 7

Modifier le paragraphe existant comme suit:

7. *recommande* la présentation des politiques ~~et des documents budgétaires~~ de manière à mettre en valeur la réalisation des OMD;

(Allemagne)

Paragraphe 8

Modifier le paragraphe existant comme suit :

8. *suggère* l'organisation de débats publics sur ces documents CSLP, **là où ils existent**, et ~~d'organiser~~ **l'organisation par le Parlement national** de missions de contrôle sur leur mise en œuvre;

(Inde)

Déplacer le paragraphe 8 du dispositif à la fin du paragraphe 6, tel que modifié, du dispositif.

(Egypte)

Nouveau paragraphe 8bis

Ajouter, après le paragraphe 8, un nouveau paragraphe comme suit :

- 8bis. invite les parlements des pays développés à encourager les accords multipartites en ce qui concerne les OMD, en particulier l'aide, afin de garantir la continuité nécessaire à l'action gouvernementale;**

(Roumanie)

Paragraphe 9

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. *encourage* les parlements des pays développés à organiser un suivi **de leurs** politiques nationales d'aide et à organiser des missions sur place pour **déterminer dans quelle mesure elles sont appliquées** ~~en juger des effets~~;

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. *encourage* les parlements des pays développés à organiser un suivi des politiques nationales d'aide et à organiser des missions sur place pour en juger les effets, **et les encourage en outre à en diffuser largement les résultats auprès des parlementaires et du public pour contribuer au débat parlementaire et à la définition des grandes orientations;**

(Japon)

Paragraphe 9, 10 et 11

Fusionner les paragraphes 9, 10 et 11.

(Egypte)

Paragraphe 10

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne)

Paragraphe 11

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne, Inde)

Paragraphe 12

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

12. *incite* les pays donateurs, notamment les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à établir des rapports sur la mise en œuvre de l'Objectif 8 ~~des OMD (mettre en place un partenariat mondial pour le développement), précisant les mesures qu'ils ont prises en faveur de ces objectifs, notamment les annulations de dette, sur le plan tant quantitatif que qualitatif et de~~ **l'Objectif 7 (assurer un environnement durable) des OMD et d'informer régulièrement leurs parlements des mesures prises pour mettre en œuvre ces buts, surtout en ce qui concerne la mise en place d'un système commercial et financier ouvert et non discriminatoire, la soutenabilité de la dette, l'accès aux médicaments essentiels et aux nouvelles technologies des pays développés, ainsi que la mise en œuvre d'un plan national de développement durable ;**

(Suisse)

Paragraphe 13

Sans objet.

(Allemagne)

Nouveaux paragraphes 13bis et 13ter

Ajouter, après le paragraphe 13, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 13bis. ***appelle l'attention*** sur la dénaturation des tribunaux arbitraux compétents en matière d'investissements qui prétendent s'ériger en juge international de la politique économique, favorisant le plus souvent les entreprises et entravant un développement équitable dans les pays en développement ;

- 13ter. ***souligne*** le rôle que jouent les parlements dans les décisions souveraines de politique économique pour le développement équitable de leurs peuples, et ***appelle l'attention*** sur le fait que les tribunaux arbitraux en matière d'investissements n'ont pas compétence pour se prononcer sur le succès ou

l'échec de ces décisions lorsqu'ils sont saisis de demandes d'indemnisation émanant d'entreprises si lesdites décisions ont été mises en œuvre sur la base de normes générales non discriminatoires;

(Argentine)

Paragraphe 14

Modifier le paragraphe existant comme suit :

14. *incite* les pays donateurs à poursuivre et renforcer leur collaboration avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, d'autres pays donateurs, les ONG et le secteur privé **de manière à donner de réels moyens d'agir aux pays en développement;**

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 14bis

Ajouter, après le paragraphe 14, un nouveau paragraphe comme suit :

- 14bis. demande aux parlements des pays développés d'adopter des mesures, et en particulier, de nouvelles lois spécifiques en ce qui concerne la gestion de la dette extérieure, telles que la Loi sur la gestion de la dette extérieure récemment adoptée par l'Espagne, de manière à fournir un cadre qui soit solide, transparent, qui constitue un engagement auprès des pays en développement et qui s'intègre dans un cadre multilatéral international;**

(Espagne)

Paragraphe 15

Modifier le paragraphe existant comme suit:

15. *souligne* le caractère insupportable de la dette pour un grand nombre de pays en développement, et *demande instamment* que soit accélérée la mise en place de procédures efficaces d'annulation ou de rééchelonnement viable de la dette, ~~tout en veillant à~~ **et que soient réformées les conditions générales injustes des accords commerciaux internationaux de manière à** éviter un nouveau surendettement des pays en développement;

(Soudan)

Remplacer le paragraphe existant par le texte suivant :

15. **encourage les parlements à soutenir les initiatives internationales de désendettement;**

(Suisse)

Paragrapes 15 et 17

Fusionner les paragraphes 15 et 17 en un et le modifier comme suit:

15. **recommande de poursuivre l'élaboration de mécanismes, tels que le cadre d'analyse de la soutenabilité de la dette (DSF) pour aider les pays à faible revenu à maintenir la dette à un niveau tolérable;**

(Allemagne)

Nouveau paragraphe 15bis

Ajouter, après le paragraphe 15, un nouveau paragraphe comme suit :

- 15bis. *encourage* les pays donateurs à continuer d'annuler les dettes anciennes, et à assouplir les conditions contraignantes et non contraignantes de leurs prêts;**

(Cuba)

Ajouter, après le paragraphe 15, un nouveau paragraphe comme suit :

- 15bis. *encourage* à poursuivre les efforts déployés aux niveaux bilatéral et multilatéral, pour réduire la dette et maintenir l'endettement des pays en développement dans une fourchette tolérable;**

(Allemagne)

Ajouter, après le paragraphe 15, un nouveau paragraphe comme suit :

- 15bis. *encourage* les parlements des pays en développement à veiller à ce que les gouvernements évitent un nouveau surendettement;**

(Suisse)

Paragraphe 16

Remplacer le paragraphe existant par le texte suivant :

16. *encourage* les Etats à affecter les ressources libérées par **la réduction** et l'annulation de la dette aux dépenses liées aux OMD, notamment en matière de santé, d'éducation et d'égalité entre les sexes, conformément à la stratégie de réduction de la pauvreté de chaque pays;

(Roumanie)

Nouveau paragraphe 16bis

Ajouter, après le paragraphe 16, un nouveau paragraphe comme suit :

- 16bis. *recommande* de poursuivre l'élaboration de mécanismes, tels que le cadre d'analyse de la soutenabilité de la dette (DSF) pour aider les pays à faible revenu à maintenir la dette à un niveau tolérable;**

(Allemagne)

Ajouter, après le paragraphe 16, un nouveau paragraphe comme suit :

- 16bis. *encourage* tous les pays donateurs et autres institutions multilatérales à envisager sérieusement de négocier un moratoire ou un rééchelonnement de la dette, ainsi que de réinjecter dans l'économie des pays débiteurs 50 % de la part convenue du service de la dette qui leur revient, sous forme d'actions ou d'autres actifs financiers et d'assistance technique au profit de programmes en rapport avec les OMD, en particulier dans les domaines du reboisement, de l'éducation, de la santé et de l'égalité entre les sexes, dans le respect de la stratégie de réduction de la pauvreté de chaque pays;**

(Indonésie)

Ajouter, après le paragraphe 16, un nouveau paragraphe comme suit :

- 16bis. *souligne* qu'il est nécessaire que l'annulation de la dette s'ajoute à l'aide au développement fournie par chaque pays donateur et ne se traduise pas par une diminution de cette aide au développement;**

(Norvège)

Ajouter, après le paragraphe 16, un nouveau paragraphe comme suit :

- 16bis. *encourage* les parlements à examiner les crédits alloués aux dépenses militaires par rapport aux dépenses consacrées aux besoins fondamentaux les plus pressants de l'humanité;**

(Philippines)

Paragraphe 17

Remplacer le paragraphe existant par le texte suivant :

- 17. *invite* les parlements à promouvoir des initiatives bilatérales et régionales afin d'explorer des solutions possibles pour aider les pays pauvres très endettés;**

(Italie)

Nouveaux paragraphes 17bis et 17ter

Ajouter, après le paragraphe 17, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 17bis. Dépasser la logique basée sur des ratios macro-économiques de traitement de la dette, pour y intégrer une logique qui tienne compte du développement humain, de critères sociaux et qui permette d'intégrer les moyens nécessaires à la réalisation des OMD;**

- 17ter. Encourager les initiatives nouvelles afin d'annuler les dettes publiques extérieures des pays pauvres et de libérer des fonds destinés à la réalisation des OMD en concluant avec chaque Etat, un contrat cadre pour définir les modalités d'annulation totale de la dette et de déterminer les secteurs sociaux liés aux OMD qui devront être financés par cette annulation;**

(Maroc)

Nouveau paragraphe 19bis

Ajouter, après le paragraphe 19, un nouveau paragraphe comme suit:

- 19bis. *consciente* de la nécessité d'ériger en délits tant l'acceptation que l'offre de corruption;**

(Norvège)

Nouveaux paragraphes 19bis et 19ter

Ajouter, après le paragraphe 19, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 19bis. La promotion de mécanismes de gestion transparente et décentralisée et de lutte contre la corruption en favorisant l'état de droit ainsi qu'un environnement**

propice aux affaires afin d'attirer l'investissement privé, notamment l'investissement direct étranger;

19ter. L'élaboration d'une charte nationale d'intégrité selon les normes de Transparency International tout en prévoyant des mécanismes adéquats d'opérationnalisation;

(Maroc)

Paragraphe 20

Modifier le paragraphe existant comme suit :

20. *invite* à la consolidation et à l'amélioration des lois sur la liberté d'information et de communication afin d'assurer la transparence de la vie publique et la dénonciation de la corruption **sans pour autant porter atteinte au droit à l'intimité ni à son inviolabilité, ou compromettre la réputation d'autrui;**

(Egypte)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

20. *invite* à la consolidation et à l'amélioration des lois sur la liberté d'information et de communication afin d'assurer la transparence de la vie publique et la dénonciation de la corruption **dans les secteurs public et privé ;**

(Philippines)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

20. *invite* à la consolidation et à l'amélioration des lois sur la liberté d'information et de communication **et l'accès à l'information** afin d'assurer la transparence de la vie publique et la dénonciation de la corruption;

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 20bis

Ajouter, après le paragraphe 20, un nouveau paragraphe comme suit :

20bis. invite les parlements à adopter des mesures pour lutter efficacement contre la corruption et offrir protection et encouragements à ceux qui dénoncent des phénomènes de corruption;

(Italie)

Nouveaux paragraphes 20bis, 20ter et 20quater

Ajouter, après le paragraphe 20, trois nouveaux paragraphes comme suit :

20bis. inviter l'Assemblée de l'Union interparlementaire à établir un projet concernant la lutte contre la corruption et de le promouvoir au niveau des sections parlementaires et appeler à la formation d'un partenariat au niveau des parlements et des institutions de la société civile afin de lutter contre cette épidémie;

20ter. promouvoir une culture contre la corruption en faisant face à la corruption qui est devenue un élément culturel grandissant;

20quater. trouver les moyens adéquats pour mobiliser les gens contre la corruption pour les empêcher de devenir indifférents face à cette épidémie;

(Liban)

Paragraphe 20 et 21

Fusionner le paragraphe 20, tel que modifié, et le paragraphe 21.

(Egypte)

Paragraphe 21

Supprimer le paragraphe.

(Allemagne)

Nouveau paragraphe 21bis

Ajouter, après le paragraphe 21, un nouveau paragraphe comme suit :

21bis. invite les gouvernements à encourager activement des relations publiques dans les secteurs public et privé visant à prévenir la corruption;

(Japon)

Paragraphe 22

Modifier le paragraphe comme suit:

22. *incite* à l'utilisation de moyens de contrôle pour vérifier la régularité et la sincérité des comptes publics **dans les pays en développement;**

(Allemagne)

Paragraphe 19, 22 et 24

Fusionner les paragraphes 19, 22 et 24.

(Egypte)

Paragraphe 24

Modifier le paragraphe comme suit:

24. *encourage* l'adoption de mécanismes transparents de désignation des titulaires de hautes charges publiques **afin d'éviter le népotisme et les abus de pouvoir;**

(Soudan)

Paragraphe 25

Modifier le paragraphe existant comme suit :

25. *recommande* l'adoption et la ratification des conventions internationales de lutte contre la corruption, notamment **l'Initiative anticorruption BAD/OCDE** et celles de l'ONU;

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

25. *recommande* l'adoption et la ratification des conventions internationales de lutte contre la corruption, notamment de la convention de l'OCDE et de celle de l'ONU **et rappelle à cet égard qu'un guide législatif destiné à promouvoir la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption est en cours d'élaboration à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coopération avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice;**

(Roumanie)

Paragraphe 25 et 26

Fusionner les paragraphes 25 et 26.

(Egypte)

Nouveau paragraphe 26bis

Ajouter, après le paragraphe 26, un nouveau paragraphe comme suit :

- 26bis. demande qu'à la première réunion des Etats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, on débâte de méthodes pour procéder à l'examen régulier de l'état d'application de la Convention;**

(Japon)

Paragraphe 27

Modifier le paragraphe existant comme suit :

27. *encourage* le développement de la coopération parlementaire en matière de lutte contre la corruption **et ses causes;**

(Afrique du Sud)

Nouveaux paragraphes 27bis et 27ter

Ajouter, après le paragraphe 27, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 27bis. invite les parlements à veiller à une plus grande transparence des processus parlementaires;**

- 27ter. invite les parlementaires à se montrer personnellement responsables en adoptant des codes de conduite et en consolidant la réglementation relative aux conflits d'intérêts ainsi que la législation applicable en matière de déclaration de situation financière;**

(Roumanie)

Paragraphe 28

Modifier le paragraphe existant comme suit :

28. *demande instamment* aux pays participant aux négociations commerciales multilatérales en cours à l'Organisation mondiale du commerce ~~de mener à bien de~~

reprendre rapidement le Cycle de négociations de Doha **actuellement suspendu** d'une manière qui améliore sensiblement **le système commercial multilatéral** et les perspectives de commerce et de développement des pays en développement;

(Chine)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

28. ~~demande instamment~~ aux **parlements des** pays participant aux négociations commerciales multilatérales ~~en cours à l'Organisation mondiale du commerce de~~ **l'OMC à exhorter leurs gouvernements respectifs à** mener à bien le Cycle de ~~négociations de~~ Doha d'une manière qui améliore sensiblement les perspectives de commerce et de développement des pays en développement;

(Egypte)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

28. ~~demande instamment aux pays participant aux négociations commerciales multilatérales en cours à l'Organisation mondiale du commerce de mener à bien le Cycle de négociations de Doha d'une manière qui améliore sensiblement les perspectives de commerce et de développement des pays en développement~~ **aux partenaires développés de faire preuve de la souplesse et de la volonté politique nécessaires pour rapprocher les positions et permettre ainsi une reprise rapide des négociations d'une manière qui puisse en assurer le succès à l'aune du mandat de Doha pour l'achèvement du Cycle du développement, dans l'esprit des déclarations ministérielles de Doha et de Hong Kong;**

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

28. ~~demande instamment~~ aux pays participant aux négociations commerciales multilatérales en cours à l'Organisation mondiale du commerce de ~~mener à bien~~ **reprendre le plus tôt possible** le Cycle de négociations de Doha **suspendu, en vue d'améliorer** ~~d'une manière qui améliore~~ sensiblement les perspectives de commerce et de développement des pays en développement;

(Japon)

Nouveau paragraphe 28bis

Ajouter, après le paragraphe 28, un nouveau paragraphe comme suit :

- 28bis. **prie instamment** les Membres de l'UIP d'adopter avec tous les Etats membres de l'ONU le principe et la stratégie consistant à faire de la mise en œuvre des OMD un premier pas dans une démarche globale destinée à éradiquer véritablement la pauvreté;

(Afrique du Sud)

Ajouter, après le paragraphe 28, un nouveau paragraphe comme suit :

- 28bis. **prie instamment** la communauté internationale d'aider les PMA en proie à des conflits internes à maintenir la paix et la sécurité, de façon à ce qu'ils puissent œuvrer à l'élimination de la pauvreté au lieu d'employer les ressources nationales pour le maintien de l'ordre;

(Soudan)

Nouveaux paragraphes 28bis, 28ter, 28quater et 28quinquies

Ajouter, après le paragraphe 28, quatre nouveaux paragraphes comme suit :

- 28bis.** Assurer un programme de formation pour les élus après chaque renouvellement général ainsi que pour les députés. Cette formation doit doter les élus des capacités nécessaires pour assumer leurs responsabilités constitutionnelles;
- 28ter.** Renforcer les capacités des parlementaires en matière d'analyse du Budget de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la réalisation des OMD;
- 28quater.** Sensibiliser les différentes instances au rôle du Parlement et des députés en matière de ratification, d'application et de suivi des traités internationaux;
- 28quinquies.** Produire un document écrit adapté au public visé (députés, Exécutif, presse, élèves) et décrivant les responsabilités constitutionnelles du Parlement et des députés, y compris la responsabilité législative.

(Maroc)